



10

Remettre le système en question ...

Notre modèle social et économique actuel n'est pas viable à long terme. Non seulement les scientifiques spécialistes de la nature, mais aussi les experts en économie et en finance l'ont démontré dans de nombreuses publications.

C'est aussi la conviction fondamentale du Mouvement Ecologique, qui accompagne les travaux depuis des années.

Nous avons besoin d'un nouveau consensus social sur les piliers sur lesquels nous voulons construire notre système économique à l'avenir, dans le respect des limites écologiques de la planète et de la justice distributive mondiale.

Il est donc nécessaire d'échanger et de discuter de questions fondamentales telles que la façon dont

nous imaginons le monde de demain et la Terre que nous voulons laisser aux générations futures.

Pour cela, il faut avant tout des visions positives de l'avenir. Aujourd'hui, personne ne peut encore dire à quoi ressemblera finalement un système économique « durable » dans le détail, car il y a trop de vis de réglage à tourner. Mais les étapes importantes pour y parvenir sont connues.

C'est pourquoi le Mouvement Ecologique a de nouveau été très actif en 2024 pour enrichir le débat dans le sens d'une transformation progressive du système actuel.



Befunde zur finanziellen Nachhaltigkeit des luxemburgischen Pensionssystems

Christine Mayrhuber, Marcus Scheiblecker

Wissenschaftliche Assistenz:
Christine Kaufmann, Marion Kogler

November 2023
Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung

REMETTRE EN QUESTION LA DÉPENDANCE DU SYSTÈME DE RETRAITE À UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE CONSTANTE !

La croyance selon laquelle l'économie continuera de croître au même rythme que ces dernières années ou décennies est bancale.

La crise du COVID, avec ses problèmes de chaîne d'approvisionnement, la crise énergétique et les tensions géopolitiques, en sont une illustration suffisante. Mais le fait est que le système de retraite, tel qu'il est financé aujourd'hui, dépend d'une croissance continue. Il repose sur l'hypothèse que le nombre de salariés augmente constamment, que la productivité augmente fortement, etc. Si ces évolutions ne se produisent pas, le financement s'effondre.

Le modèle actuel de financement du système de retraite est-il donc un moteur de croissance ?

Oui et non : grâce aux réformes, elle pourrait être conçue indépendamment de la croissance, mais il faut pour cela qu'il y ait une volonté politique.

Comme le maintien du dogme de la croissance serait désastreux d'un point de vue écologique, le Mouvement Ecologique a exploré de nouvelles voies en 2024. Une étude a été menée pour déterminer dans quelle mesure le maintien de l'obligation de croissance pose des problèmes d'un point de vue écologique, mais aussi économique et social.

C'est pourquoi l'*Institut autrichien de recherche économique* (WIFO) a été chargé d'analyser dans quelle mesure il est « plausible » que l'économie luxembourgeoise se développe effectivement de manière à garantir le financement du système de retraite.

L'institut a vérifié la plausibilité des hypothèses du *bilan technique du régime général d'assurance pension - 2022* ainsi que du « *rapport sur le vieillissement* » et a examiné leur viabilité financière jusqu'en 2070.

Les conclusions des auteurs sont révélatrices : sachant que « l'évolution économique et démographique est marquée par des incertitudes considérables sur une période de cinq décennies », le financement du système de retraite selon le modèle actuel n'est en aucun cas assuré. Les auteurs expliquent cela en détail dans une prise de position détaillée (consultable sur www.meco.lu). Entre autres, il n'est pas du tout certain que le nombre de travailleurs de la région frontalière continuera d'augmenter dans les années à venir dans la mesure prévue. Il n'est pas non plus certain que l'augmentation de la productivité se produira comme elle le devrait.

L'analyse ne permet qu'une seule conclusion : la dépendance du système de retraite à la croissance constante doit être remise en question. Sinon, nous léguons aux générations futures non seulement la crise climatique et la crise de la biodiversité, mais aussi un système de retraite qui n'est pas viable.

CROISSANCE FORCÉE ET DÉMOCRATIE – COMMENT RÉUSSIR LA TRANSITION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE ?

Les conférences enrichissent la formation de l'opinion au Luxembourg. Elles revêtent une importance particulière en période de bouleversements. Il est évident que les manifestations organisées par le Mouvement Ecologique sur les questions de croissance et de système sont d'un intérêt particulier.

En février, par exemple, Mathias Binswanger, l'un des économistes les plus influents de Suisse, s'est rendu au Luxembourg pour donner une conférence sur le thème « La croissance continue : une erreur, une impasse ou existe-t-il de nouvelles visions de l'avenir ? ». Malheureusement, l'échange prévu entre M. Binswanger et U. Herrmann, journaliste au TAZ, n'a pas pu avoir lieu, car Mme Herrmann a dû annuler à la dernière minute. La manifestation a donc pris une orientation quelque peu différente, bien que la conférence de M. Binswanger ait été stimulante et vivante et qu'elle ait fait l'objet de discussions critiques lors de la séance de questions-réponses qui a suivi et lors du « Patt ».

La crise climatique et la crise de la biodiversité résolues de manière cohérente et socialement équitable : quelles sont les conditions préalables pour que la transition réussisse ?, telle est la question fondamentale d'un cycle de conférences que le Mouvement Ecologique a lancé en 2024 avec des organisations partenaires et grâce au soutien financier du ministère de l'Environnement. Six intervenants de haut niveau ont pu être mobilisés à cette fin.



La conférence a été inaugurée en décembre par Jason Hickel, anthropologue, conférencier et auteur de renom, dont le livre « Less is More: How Degrowth will save the world » a été élu livre de l'année par le Financial Times et le New Scientist. Il est remarquable que 250 personnes aient trouvé le chemin de la conférence. La diversité du public était également révélatrice : des acteurs du monde des affaires, des syndicats, des organisations non gouvernementales, des municipalités, quelques politiciens et des particuliers intéressés ont participé à l'événement.

Jason Hickel a su expliquer de manière très convaincante et vivante pourquoi notre modèle économique actuel n'est pas viable à long terme.

Il a ainsi mis en avant la question suivante, qui doit façonner notre modèle social et économique : qu'est-ce qui doit encore se développer à l'avenir et pourquoi ? Miser globalement sur la croissance serait une erreur. L'économie doit garantir un « accès à une vie meilleure » et non maximiser les profits des entreprises.

METTRE EN PLACE LES BONS INCITANTS POUR UNE TRANSITION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE !

Le gouvernement actuel s'est fixé pour objectif de promouvoir la transition énergétique et donc la mobilité électrique, notamment par des subventions plus sélectives sur le plan social. Malheureusement, cela n'a pas encore été possible dans la mesure nécessaire.

Peu avant le festival de l'automobile, le gouvernement avait décidé de revoir les subventions pour les voitures électriques et de réduire les aides financières de manière assez importante et non sélective.

Le Mouvement Ecologique a remis en question ces modifications en matière de mobilité électrique et a réagi par une déclaration intitulée : « Promouvoir la mobilité électrique de manière plus sélective – avoir le courage de faire payer les grands pollueurs ! ».

Le Mouvement Ecologique a souligné que la mobilité électrique n'a pas encore suffisamment pris pied au Luxembourg et qu'un soutien financier supplémentaire de l'État serait nécessaire. Sinon, on risquerait de ne pas atteindre les objectifs du plan national pour le climat et l'énergie. Il manque des calculs qui prouvent que la réduction des aides financières n'entraînerait pas une baisse des ventes de voitures électriques (ce qu'on appelle les analyses de l'effet incitatif des aides publiques).

Mais surtout, il a été soulevé que le gouvernement avait manqué l'occasion d'imposer une pénalité aux acheteurs de voitures particulièrement énergivores et polluantes. Un malus, tel qu'il existe déjà depuis des années en France, serait une approche importante ici. Les acheteurs de voitures particulièrement énergivores et polluantes paient parfois des amendes de plusieurs milliers d'euros afin de compenser, au moins en partie, les dommages qu'ils causent à la société. Il s'agit également d'un instrument de sélectivité sociale. Mais la question de savoir dans quelle mesure un « leasing social » serait utile aurait également dû être discutée de manière plus offensive.

La question de savoir quelles subventions sont nécessaires pour la transition écologique et sociale et à quel niveau, et comment elles peuvent être conçues de manière sélective, est d'une importance capitale pour le développement durable. C'est pourquoi elle continuera à façonner les travaux du Mouvement Ecologique dans les années à venir.



DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION : SIMPLIFIER LES PROCÉDURES, C'EST BIEN, MAIS LA POLITIQUE DOIT ALLER PLUS LOIN !

En juin, le Premier ministre Luc Frieden a également placé son premier discours sur l'état de la nation sous la devise selon laquelle la responsabilité centrale de la politique est de prendre aujourd'hui des décisions pour façonner l'avenir. Cela peut sembler banal, et pourtant, c'est positif de voir à quel point le Premier ministre a souligné ce point à maintes reprises. En effet, ce sont souvent précisément les intérêts supposés à court terme qui font obstacle aux défis écologiques à long terme, entre autres.

Mais le discours a soulevé un problème fondamental : il a donné l'impression que cette conception responsable de l'avenir pouvait être réalisée principalement par des procédures optimisées et simplifiées ainsi que par des réformes des aides d'État existantes.

La transition énergétique, la protection du climat et de la biodiversité, le développement durable de l'habitat, mais aussi la protection de nos eaux et de nos sources, ne sont pas principalement le résultat de procédures optimisées. Cela nécessite également des réformes plus fondamentales. Et malheureusement, ce n'est pas ce dont parle le Premier ministre.

Le Mouvement Ecologique a ensuite pris position de manière détaillée sur le discours. En effet, ce sont précisément ces moments clés du débat politique au Luxembourg qui permettent de mettre davantage en avant les idées du Mouvement Ecologique auprès du grand public.



CENTRE DE DONNÉES GOOGLE – L'ENGAGEMENT CONTINUE

Pendant très longtemps, le «centre de données Google» à Bissen est resté silencieux. Selon les déclarations du ministre de l'Énergie et de l'Économie Lex Delles, le dossier est toutefois en cours de traitement et les choses avancent.

Raison suffisante pour que le Mouvement Ecologique demande à L. Delles, ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi qu'à S. Wilmes, ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, s'il y avait de nouvelles informations concernant la consommation d'eau et quelles étaient les prochaines étapes dans ce dossier. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de déclarations vraiment concrètes.

Le gouvernement doit savoir que le Mouvement Ecologique continuera à suivre le dossier et, si le gouvernement accorde une autorisation, l'analysera d'un œil très critique.

Si la consommation d'eau s'avérait aussi élevée que ce que l'on craignait jusqu'à présent, le Mouvement Ecologique engagerait des poursuites judiciaires.

PUBLIER LES CONTRÔLES DE DURABILITÉ POUR LES ENTREPRISES !

Le Mouvement Ecologique a de nouveau demandé au ministère de l'Économie de lui accorder le « contrôle de compatibilité » pour l'autorisation des entreprises.

Celui-ci avait été élaboré sous le gouvernement précédent (mais n'a malheureusement jamais été publié malgré les demandes). Il est censé définir les critères pour les nouvelles entreprises qui souhaitent s'implanter au Luxembourg. Ainsi, avant d'entamer une discussion et une procédure publiques, il convient de clarifier dans quelle mesure les nouvelles entreprises sont conformes aux critères environnementaux. Le Mouvement Ecologique a demandé à nouveau ce contrôle et a reçu une réponse détaillée du ministre.

EN ÉCHANGE AVEC LES ACTEURS POLITIQUES

Le défi que représente la transformation durable de notre modèle social et économique nécessite justement un échange étroit. C'est pourquoi des entretiens ont eu lieu avec le ministre de l'Économie et de l'Énergie Lex Delles (par exemple sur la question de la croissance, l'orientation de la politique économique luxembourgeoise, les accords de libre-échange) ainsi qu'avec le ministre de l'Environnement



Serge Wilmes (suppression des subventions contre-productives, conception de la taxe carbone, réalisation d'un test de résistance pour le développement du Luxembourg...).

ARRÊTER L'ACCORD COMMERCIAL UE-MERCOSUR !

Les 4 et 5 décembre 2024, un sommet s'est tenu à Montevideo sur l'accord dit « Mercosur », l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay).

En amont du sommet, 400 organisations d'Europe et d'Amérique latine se sont mobilisées contre l'accord du Mercosur, dont le Mouvement Ecologique et l'Action Solidarité Tiers Monde.

Les déclarations sont claires : l'accord du Mercosur aurait des conséquences désastreuses pour l'homme et l'environnement. L'UE et le Luxembourg doivent rejeter clairement cet accord. La manière dont l'accord est négocié à huis clos depuis plus de 25 ans est antidémocratique.

En outre, l'accord aggraverait les échanges inégaux entre le Sud et le Nord et maintiendrait des structures commerciales néocoloniales. Il favoriserait des modèles agricoles destructeurs qui évincent les petits agriculteurs et les communautés indigènes.

Les travailleurs des pays du Mercosur subiraient des pertes d'emplois et une détérioration de leurs conditions de travail. La thèse principale : « **La géopolitique ne peut être résolue par des accords commerciaux néocoloniaux** ».



PIB DE BIEN-ÊTRE, BUDGÉTISATION VERTE, RÉFORME FISCALE DURABLE, JOUR DU DÉPASSEMENT...

En 2024, de nombreux autres dossiers, qui accompagnent le Mouvement Ecologique depuis longtemps, ont également été traités. Ils représentent tous les piliers d'une réorientation de la politique économique.

Entre autres, les suivantes

- la mesure de la prospérité d'un pays ne doit plus être calculée principalement à partir du produit intérieur brut, mais à partir d'autres indicateurs réels de prospérité (PIB du bien-être) ;
- Il faudrait examiner le budget de l'État pour voir dans quelle mesure les fonds sont mal investis, ce qui alimente la crise climatique et la crise de la biodiversité au lieu de les réduire,
- une réforme fiscale durable doit enfin permettre de rétablir la vérité des prix - c'est l'alpha et l'oméga d'une politique économique plus durable ;
- le jour du dépassement montre de manière dramatique à quel point notre modèle économique et social actuel est problématique, des modèles plus prometteurs doivent être mis en place.